

Libérer les capacités humaines : un moteur du développement social.

Une déclaration de la Communauté internationale bahá'íe pour la 53e session de la Commission pour le développement social

New York, 3 février 2015.

Alors que les États membres évaluent les progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour un développement social de Copenhague en 1995, ils établissent aussi les bases du prochain programme de développement mondial ; c'est pourquoi il est plus important que jamais de repenser le développement social. Dans ce but il est fondamental de reconsidérer le rôle que les capacités humaines jouent dans l'amélioration de la société. Les réformes structurelles sont nécessaires dans de nombreux domaines, mais ce sont les individus qui appliquent les règlements ou qui les ignorent, qui traduisent les plans en actions ou qui restent sur le bas-côté, qui soutiennent les positions d'autorité ou qui les méprisent. La capacité des individus – individuellement ou comme membres de communautés ou d'institutions – à atteindre un but qu'ils apprécient est le moyen indispensable pour atteindre les principaux objectifs de la commission : éradiquer la pauvreté, promouvoir le plein emploi et soutenir l'intégration sociale.

Le discours contemporain n'ignore pas l'importance de la dimension humaine. Par exemple, dans sa récente synthèse sur le programme Post-2015, le Secrétaire général remarque que les défis auxquels la communauté mondiale fait face ne sont pas des accidents de la nature ou le résultat de phénomènes incontrôlables. Ils sont le fait d'actions ou de manque d'action des individus. Son rapport sur le thème prioritaire de cette commission remarque de même qu'en termes économiques ou sociaux les politiques et les investissements les plus productifs étaient ceux qui permettaient aux individus d'améliorer leurs capacités, leurs ressources et leurs possibilités.

Et pourtant, quand elle envisage les moyens de mise en pratique, la synthèse consacre trente et un paragraphes au financement, neuf à la technique, quatre seulement aux capacités des institutions et un seul et unique est consacré au volontariat et à la culture. Il est évident que les ressources financières et techniques seront très importantes pour le développement mondial ; il faudra les augmenter beaucoup plus et les renforcer pour les distribuer bien plus équitablement si l'on veut continuer à progresser. Mais il arrive trop souvent que le changement soit attribué exclusivement aux institutions et aux structures et qu'on limite le pouvoir et les actions des individus et des communautés humaines. Les individus sont au centre du programme et c'est une victoire du Sommet mondial. Mais il faut prendre soin de ne pas traiter les individus comme seulement des objets passifs qui doivent être développés plutôt que des développeurs actifs de plein droit.

Comment, dans les contextes très différents qu'on trouve dans le monde, faire progresser le bien-être humain ? Comment nos efforts pourront-ils dépasser les limites des capitales et des grandes villes pour atteindre les innombrables régions rurales où vit presque la moitié de la population mondiale ? Qui fera ce travail ? Comment ces individus seront-ils soutenus ? Les gouvernements nationaux ont une responsabilité particulière dans ce travail et les obligations et les engagements de l'ordre mondial actuel ne peuvent être négligés avec impunité. Mais les actions gouvernementales seules ne peuvent suffire. Comme l'a remarqué dans son rapport de synthèse le Secrétaire général, si nous voulons sa réussite, ce nouveau programme ne peut rester le domaine exclusif des institutions et des gouvernements. Il doit concerner les individus.

Pour exploiter plus efficacement le potentiel constructif de l'humanité la notion qu'il faut avoir

accès à des ressources financières pour influencer la société d'une manière importante doit être remise en cause. On assimile souvent, implicitement ou non, la richesse matérielle à la capacité de développer des discours et des pensées. On suppose que les plus riches ont en général plus de ressources. On les voit comme des moteurs du développement, des sources de progrès, les autres étant relégués à des fonctions secondaires quand ils ne sont pas exclus. La pauvreté extrême est naturellement à l'origine de nombreuses difficultés et problèmes moraux. Il n'empêche que la capacité financière n'implique pas les capacités humaines dont on a besoin pour avancer vers des transformations sociales constructives. Rien ne garantit que ceux qui vivent dans l'affluence prennent un rôle actif dans l'amélioration de l'humanité. À l'inverse, les efforts des matériellement pauvres qui aident leur communauté ne sont certainement pas sans intérêt et sans impact. À tous les niveaux de richesse, la capacité humaine ne se définit pas seulement par la potentialité à atteindre des buts mais aussi par la volonté d'engager les actions nécessaires. Impliquer les capacités humaines dans l'amélioration de la société n'a donc pas à voir seulement avec les capacités des individus mais aussi avec ce qu'ils choisissent vraiment de faire. Et aucun peuple, aucune culture, aucun groupe économique n'a le monopole de décider de consacrer ses capacités à travailler au bien commun.

Le rapport du Secrétaire général sur le thème de cette Commission note que 3,8 milliards de personnes – soit environ 53 % de la population mondiale actuelle – vivent avec moins de 4 dollars par jour. Même si le calcul de la pauvreté en dollars n'est pas sans poser des problèmes, il s'agit néanmoins d'une réalité dont les implications ne peuvent plus être ignorées. Les individus aux moyens limités sont bien plus nombreux que les riches et si l'on est réaliste on ne peut plus imaginer qu'un petit segment de l'humanité sera capable, par elle-même, de faire progresser tous les autres. À ce niveau de développement de la communauté mondiale ce n'est ni faisable ni souhaitable. Les talents réunis de plusieurs milliards d'individus représentent une réserve phénoménale de ressources pour une transformation constructive qui n'est pas utilisée. Il faut repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain pour faire en sorte que les contributions de ceux qui, traditionnellement, ont été des bénéficiaires passifs des aides, soient sérieusement intégrées dans le processus mondial de développement.

Dans ce sens, les efforts de mobilisation de toutes les ressources disponibles pour le développement mondial seront cruciaux. Mais la participation au progrès de la société a aussi, au-delà de toutes considérations pratiques, du sens en elle-même. Rendre service aux autres, collaborer à des buts louables, exercer ses capacités personnelles à la recherche du bien commun – tous ces facteurs sont des sources intrinsèques d'amélioration et de satisfaction humaines. Ils définissent le concept de développement, individuel et social, et se justifient par eux-mêmes. Décider des buts pour le progrès de la civilisation et faire de ces buts une réalité est une tâche qui a finalement besoin d'être poursuivie non seulement par des groupes de travail, des commissions et des jurys de haut niveau, mais aussi dans un nombre croissant de fermes, au coin des rues, dans les conseils municipaux et les réunions de quartier partout dans le monde. C'est ainsi que l'humanité commencera à assumer la responsabilité de son destin commun.

Beaucoup des concepts appliqués au niveau local peuvent être difficiles à appliquer au processus intergouvernemental dont traite la Commission, c'est pourquoi nous aimerions proposer quelques suggestions. Précisément, les buts de développement devraient :

- Gérer les ressources humaines nécessaires pour réussir le processus de transformation mondial aussi efficacement que les ressources financières et techniques.
- Prendre comme objectif principal dans la formulation des buts au niveau international l'élaboration de la capacité à contribuer au progrès social, prévoir des interventions au niveau national et vérifier les progrès à tous les niveaux.
- Choisir comme priorité la participation universelle des efforts de développement au niveau local, quelles que soient les catégories démographiques comme le genre, l'âge, la

race, l'ethnie ou la religion.

- Donner assez de moyens d'action et de liberté de rapport pour que le renforcement des capacités et des efforts se développent d'une manière naturelle et répondent aux circonstances locales.

Il y a vingt ans, le développement fit un grand pas en avant lorsque le Sommet mondial donna un visage humain à un discours qui jusque-là était centré sur la croissance économique et les ajustements structurels. Le progrès dans ce domaine continue aujourd'hui, les États membres s'engageant à repenser et à renforcer le développement social dans le monde contemporain. Les buts envisagés – c'est-à-dire ceux déjà choisis à Copenhague, plus ceux proposés dans le processus Pro-2015 – exigeront la mobilisation de ressources à une échelle inouïe. Ils demandent aussi une meilleure compréhension de la sorte de ressources qui permettront le succès. La Communauté internationale bahá'íe espère que les concepts abordés dans ce document contribueront à une étude permanente de la manière dont les talents et les capacités des individus dans le monde constituent un moyen fondamental pour réussir ce travail important. Dans cette optique, nous accueillons volontiers tous les points de vue sur les moyens d'améliorer sur une large base les capacités humaines considérées comme un outil de progrès de la civilisation.

Source URL : <https://www.bic.org/statements/Unlocking-Human-Capacity-Driver-Social-Development>

Copyright – Traduction Bureau des affaires extérieures des bahá'ís de France